

Le Japon est notre plus important débouché extérieur après les États-Unis (ventes de 5,9 milliards \$CAN en 1986), nos exportations étant surtout composées de produits énergétiques (charbon), de minéraux et de produits agricoles, halieutiques et forestiers. En 1986, 5,5 p. cent seulement de l'ensemble de nos exportations au Japon se composaient de produits industriels finis et de biens de consommation. À cause de l'intensification de la concurrence et de ses énormes excédents commerciaux avec les États-Unis, le Japon est amené de plus en plus, afin de corriger ce déséquilibre, à acheter ses matières premières essentielles ailleurs qu'au Canada et chez ses autres fournisseurs habituels.

Le Canada jouit déjà d'un large accès au marché américain (80 p. cent de nos produits y sont admis en franchise) et devrait par conséquent être perçu comme un pays attrayant pour les investisseurs. L'Accord de libre-échange protège et élargit cet accès. Actuellement, l'écart entre la valeur relativement modeste des investissements japonais sous forme de participation et la valeur des investissements de portefeuille dans les obligations canadiennes réalisés par les investisseurs institutionnels japonais est disproportionné. Les avoirs étrangers de plusieurs grandes compagnies d'assurance et de gestion de fonds de pension du Japon sont constitués à plus de 40 p. cent de titres libellés en dollars canadiens.

Le Japon est présentement à l'avant-garde de l'innovation technologique et de ses applications, notamment en micro-électronique et dans la conception et la mise au point de nouveaux matériaux et d'équipements hautement perfectionnés de production. Le Japon, qui était auparavant un importateur de technologie, se transforme rapidement en fournisseur. L'Accord de coopération industrielle Canada-Japon de 1985 et l'Accord de coopération scientifique et technologique de 1986 ont amené le Canada à accorder plus d'attention à la coopération avec le Japon et à y affecter plus de ressources.

#### **Toile de fond de la visite du Premier ministre Takeshita au Canada**

L'économie mondiale traverse présentement une période difficile où l'instabilité des marchés monétaires, la distortion des balances commerciales, les politiques budgétaires des gouvernements, les barrières commerciales (particulièrement celles qui touchent les produits agricoles) et les questions d'endettement deviennent de plus en plus préoccupantes, et il est particulièrement important que les pays unissent leurs efforts pour apporter des solutions à ces problèmes.